



CONVERSATIONS REGIONALES :

PILOTER LA PAIX ET LA STABILITE AU SAHEL

Davantage de femmes et de jeunes en première ligne

RAPPORT | Dakar, 12-13 décembre 2023

CONTENTS

ABRÉVIATIONS	5
INTRODUCTION	6
CONTEXTE	6
OBJECTIFS DE L'ATELIER	8
DEROULEMENT DES CONVERSATIONS REGIONALES	10
JOUR 1	
CÉRÉMONIE PROTOCOLAIRE D'OUVERTURE	10
SESSION 1 : LES FEMMES À L'AVANT-GARDE DE LA STABILISATION	11
SESSION 2 : LA JEUNESSE, MOTEUR DE LA STABILITÉ AU SAHEL	14
SESSION 3 : LA NOUVELLE STRATÉGIE RÉGIONALE DE STABILISATION : LA RÉSILIENCE ET LE RELÈVEMENT ÉCONOMIQUE DANS LE LIPTAKO GOURMA	17
JOUR 2	
SESSION 4 : POURVOIR LES INITIATIVES/ OPPORTUNITÉS ÉCONOMIQUES DES FEMMES DANS LE CONTEXTE DU CHANGEMENT CLIMATIQUE ET DES DÉFIS SÉCURITAIRES	18
SESSION 5 : ASSURER LA PROTECTION, LA SÛRETÉ ET LES DROITS HUMAINS DES FEMMES ET FILLES	19
SESSION 6 : PRIORITÉS ET BESOINS DES JEUNES ET DES FEMMES POUR STABILISER LE SAHEL	21
CONCLUSIONS GENERALES ET PERSPECTIVES	23
ANNEXES	27
NOTES CONCEPTUELLES DES SESSIONS	29

LISTE DES ABRÉVIATIONS

LGA	Liptako-Gourma Authority
CAFO	Coordination des Associations et ONG Féminines du Mali
CIRDDOC	Civil Resource Development Documentation Centre
CNT	National Council of the Transition
VE	Violent Extremism
FNS	Fenêtre Nationale de Stabilisation
RSF	Regional Stabilization Facility
LGSF	Liptako-Gourma Stabilization Facility
IST	Infection Sexually Transmissible
LOYOC	Local Youth Corner
NORCAP	Norwegian capacity to international operations
NGO	Non-Governmental Organization
OSC	Civil Society Organization
PBSG	Planification et Budgétisation sensible au Genre
UNDP	United Nations Development Programme
PROSMED	Programme d'appui à la stabilisation du Mali à travers le renforcement de l'Etat de droit.
UN	United Nations
UNFPA	United Nations Population Fund
GBV	Gender Based Violence

INTRODUCTION

CONTEXTE

Depuis plus d'une décennie, les régions du Bassin du Lac Tchad et du Liptako Gourma sont confrontées à une crise multiforme caractérisée par la présence de conflits armés, de phénomènes de radicalisation, de troubles politiques et de crises civiles, qui entravent la paix et le développement. Dans ce contexte, les femmes ont joué un rôle concret et prépondérant dans la consolidation de la paix et la résolution des conflits, même si elles ont subi les effets dévastateurs de la violence, des déplacements, ainsi que de l'insécurité économique et climatique.

Mises en place respectivement en 2019 et en 2021, les Facilités Régionales de Stabilisation (FRS) du Bassin du Lac Tchad et du Liptako-Gourma (FSLG) ont pour objectifs d'étendre la présence de l'État, de rétablir les infrastructures et les services sociaux essentiels, ainsi que de renforcer les moyens de subsistance. Ces initiatives visent à poser les fondements d'une paix durable et à promouvoir le développement à long terme. De plus, elles s'emploient à renforcer la participation des femmes et des jeunes à la prise de décision, tout en répondant à leurs priorités et besoins en matière de sécurité.

Après des années de mise en œuvre, le programme de stabilisation du PNUD a eu un impact positif significatif sur les communautés cibles.



Notamment, il a permis le retour volontaire de plus de

400,000

personnes dans le Bassin du Lac Tchad et la région du Liptako Gourma, dont **54%** sont des femmes.

Ces individus ont réussi à reconstruire leurs vies et à restaurer leurs moyens de subsistance.

Le programme de stabilisation a particulièrement mis l'accent sur la formation des forces de sécurité, en mettant en avant les droits humains et la question de l'égalité des sexes.

La stabilisation a également soutenu l'autonomisation des femmes et des jeunes et leur inclusion et participation dans la revitalisation des comités locaux de stabilisation, avec une représentation sensible de 29% de femmes. Dans des pays comme le Tchad, des femmes sont à la tête de ces comités, favorisant la prise en compte des perspectives des femmes et des problématiques qu'elles rencontrent, contribuant à la transformation des rapports sociaux de genre et à l'amélioration du statut social des femmes au sein de leurs communautés.



Le programme a permis à plus de

70,000

femmes et jeunes d'accéder à des actifs productifs, à des formations et à des opportunités de travail rémunéré en espèces.

De plus, des subventions ont été allouées à près de

19,347

femmes pour soutenir des microprojets économiques et renforcer leurs moyens de subsistance.

La stabilisation a mené à des résultats positifs en ce qui concerne la participation des jeunes et des femmes. Toutefois, des défis persistent et des enjeux subsistent, notamment la nécessité d'améliorer la satisfaction des besoins spécifiques des femmes et des filles, ainsi que de renforcer les capacités des femmes à tous les niveaux du processus de stabilisation. Alors que les deux facilités régionales arrivent respectivement à terme en août et décembre 2024, il est urgent que la prochaine phase du programme intègre une perspective genre et jeunes renforcée et structurée de façon à ce qu'elle soit efficace et transformative pour garantir des résultats plus inclusifs et durables.

C'est dans cette perspective que la Facilité Régionale de Stabilisation du PNUD, en partenariat avec l'UNFPA, a organisé les 12 et 13 décembre 2023 à Dakar, Sénégal, l'événement des Conversations Régionales sur le thème "Pilote la paix et la stabilité dans le Sahel : davantage de femmes et de jeunes en première ligne".

Les tables rondes organisées ont été dédiées au leadership et aux priorités des femmes et des jeunes dans l'optimisation des efforts de stabilisation, dans le but de repenser la stratégie de mise en œuvre du programme, de prioriser les actions à définir et d'optimiser les opportunités offertes dans le contexte sahélien.

Cet atelier a rassemblé pendant deux jours, en ligne et en présentiel, soixante-neuf participants venus des pays de la région tels que le Burkina Faso, le Cameroun, le Niger, le Nigeria, le Sénégal et le Tchad. Parmi eux, se trouvaient des représentants des organisations de femmes et de jeunes ; des champions de l'égalité des sexes, des jeunes leaders, des représentants de la société civile, des femmes responsables des comités de stabilisation communautaire, des autorités religieuses et leaders communautaires ainsi que des représentants des donateurs internationaux de la stabilisation ainsi que plusieurs agences du système des Nations Unies.

Le présent rapport rend compte du déroulement des conversations régionales, structurées autour de six (06) sessions.

OBJECTIFS DE LA TABLE-RONDE

L'objectif principal de cet échange d'expériences et de connaissances était d'améliorer le soutien à l'intégration de la dimension genre et des jeunes dans l'analyse des besoins prioritaires qui seront considérés lors de la programmation de la prochaine phase du programme de stabilisation. De manière plus spécifique, il s'agissait de :

1. Informer la programmation de la future stabilisation

dans les deux régions : une réflexion approfondie sur les réalisations, les bonnes pratiques et les défis liés au genre et aux jeunes dans les efforts de stabilisation afin de renforcer davantage la participation des femmes et des jeunes aux décisions et d'assurer une meilleure prise en compte de leurs besoins en matière de sécurité au sein des communautés cibles.

2. Renforcer l'approche du Nexus et l'approche holistique en matière de genre

en explorant le renforcement des collaborations entre les efforts humanitaires, de consolidation de la paix et de développement pour privilégier une approche globale afin de répondre à la problématique du genre et une réponse plus coordonnée ;
L'approche nexus reste une approche intégratrice et catalytique qui prend en compte les aspects humanitaires, de développement et de paix.

3. Approfondir le débat éclairé et la réflexion

au niveau régional et contribuer à la création de synergies durables entre les acteurs clés (ONG, UN, société civile etc.) investis dans le domaine du genre et de la participation des jeunes afin de créer une synergie commune et durable pour la promotion de l'égalité des sexes et de la sécurité au niveau régional.

4. Enrichir le programme du PNUD sur le genre et intégrer une approche intersectionnelle

des obstacles existants à la sécurité et à la justice, dans le but d'enrichir notre compréhension des inégalités existantes et d'ajuster les interventions du programme pour tenir compte de ces réalités multiples et interconnectées.



DEROULEMENT DES CONVERSATION REGIONALES

CÉRÉMONIE PROTOCOLAIRE D'OUVERTURE

La cérémonie protocolaire a été ponctuée par trois allocutions d'ouverture respectivement prononcées par M. Njoya Tikum, Directeur du Hub Sous-régional du PNUD pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre et Représentant Résident du PNUD Sénégal ; M. Sennen Hounton, Directeur régional de l'UNFPA pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre, et Mme Hawa Aw, Secrétaire Exécutive de l'Autorité du Liptako-Gourma.

Ils ont tour à tour rappelé le contexte avec l'impact majeur des conflits sur les femmes et les jeunes du Bassin du Lac Tchad et du Liptako-Gourma en soulignant que « la stabilisation du Sahel passe nécessairement par la reconnaissance et la valorisation du rôle essentiel des femmes, des filles et des jeunes », car dans ces contextes de crises multiformes, les femmes et les jeunes représentent l'espoir pour favoriser l'impact des actions de stabilisation.

M. Njoya Tikum (PNUD), a souligné que les approches sensibles au genre et à la jeunesse peuvent améliorer l'efficacité et la durabilité des initiatives de stabilisation ; démontrant comment l'autonomisation des femmes et des jeunes contribue non seulement à leur bien-être, mais renforce également la résilience et la stabilité globales des communautés. Quant à Mme Cécile Mazzacurati (UNFPA), elle a rappelé les causes des VBG au Sahel, avec l'augmentation des taux des violences faites aux femmes et aux filles pendant les crises et conflits. Les formes répétées sont entre autres, les violences physiques, psychologiques et sexuelles dont le viol, le mariage précoce, la mutilation génitale féminine. Pour y répondre, la participation des femmes et des jeunes à la prise de décision ne constitueront pas seulement une représentation de ces derniers dans les différents cadres de décisions, il est attendu que les décisions prises au sein des différents cadres décisionnels adressent véritablement les priorités des femmes et des jeunes en matière de sécurité et d'inclusion dans la sphère politique et même de la budgétisation sensible au genre. Pour finir, la question de la masculinité positive doit être une approche méthodologique à considérer dans les thématiques de violence basée sur le genre (VBG) pendant les urgences et les crises.

SESSION 1 : LES FEMMES À L'AVANT-GARDE DU CHANGEMENT : PROMOUVOIR LA PAIX ET LA STABILITÉ AU SAHEL

Speakers:

- Hawa Aw, Executive Secretary of the Liptako Gourma Authority
- Baba Sultan Brahim, Community representative (Tchad)
- Hana Berthe, Community representative (Mali)

Modératrice: Blerta Cela, Head of the Regional Stabilization Facility

La première session a été dédiée aux échanges sur le rôle essentiel joué par les femmes leaders dans la stabilité et les processus de retour à la paix au sein des communautés visées par les initiatives de stabilisation. Les panélistes sont unanimes sur un point : les femmes, du fait des rôles et responsabilités qui leur sont assignés sont des éducatrices et des médiatrices, jouant un rôle souvent informel mais indéniable dans la prévention et la gestion des conflits. Dans leurs communautés, elles sont liées par des réseaux et connectées à d'autres groupes vulnérables (jeunes ; groupes de femmes, personnes à besoins spécifiques, etc) ce qui leur permet d'aborder sous une perspective unique les défis de sécurité, de paix et de relèvement. Les conséquences des conflits ont bousculé les rôles de genre et reconfiguré les responsabilités entre les sexes. Des femmes seules, sans revenus, se retrouvent à la tête de familles nombreuses dont elles ont la charge. Dans ce contexte, les initiatives de stabilisation ont cherché à outiller les femmes et les mettre au-devant des concertations sur la paix et la stabilité dans leurs communautés.

Les participantes provenant des communautés impactées par les programmes de stabilisation ont clairement illustré que diverses initiatives, telles que les opportunités économiques, ainsi que les dynamiques associatives et coopératives, jouent un rôle essentiel pour stimuler leur leadership et les engager activement dans les discussions et les actions en faveur de la paix, renforçant ainsi leur pouvoir économique et leur leadership.

Cependant, globalement, l'impact des programmes de stabilisation reste insuffisant pour agir sur leur statut social et sur la perception du rôle reproductif qui leur est associé. Un défi majeur soulevé est celui de leur accès et participation dans les instances publiques pour adresser les problématiques sécuritaires spécifiques liées aux conflits.

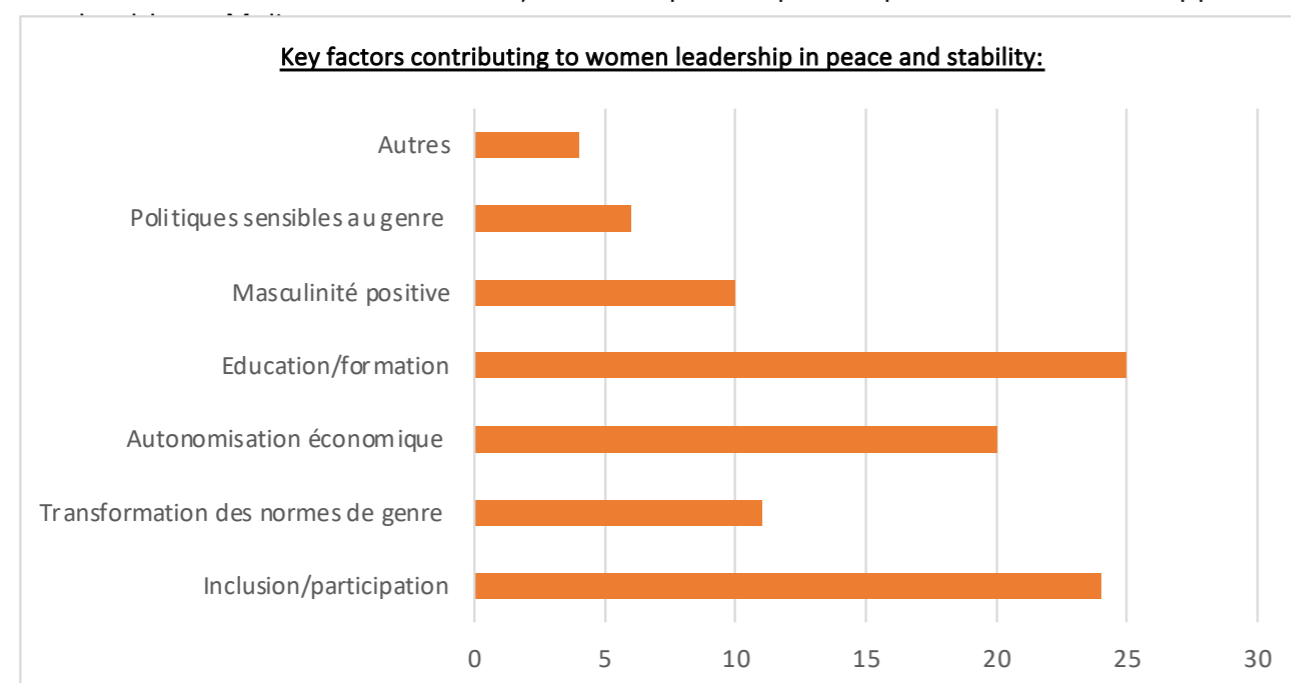
Elles sont, pour la plupart, exclues et reléguées dans l'espace domestique. Comme le souligne Mme Hana Berthe, membre de la Coordination des Associations et ONG Féminines du Mali (CAFO) de Bandiagara « les femmes de la localité de Bandiagara, sont régulièrement victimes de nombreuses violences liées au patriarcat où ce sont les hommes qui prennent toutes les décisions qui concernent les femmes, et très souvent, elles n'ont pas leur mot à dire ». La persistance des conventions patriarcales, bien ancrées dans les institutions religieuses et socioculturelles, régissent la vie des communautés et régulent les rapports sociaux entre les sexes, perpétuant des inégalités envers les femmes et les filles.

A travers un exemple du Burkina Faso, Mr Zabre Boukary nous avons exploré comment l'engagement masculin et la promotion de la masculinité positive, impliquant les autorités religieuses et traditionnelles, jouent un rôle crucial dans la promotion des droits des femmes et la lutte contre les violences basées sur le genre. Des jeunes ambassadeurs ont impliqué pleinement les autorités administratives, les forces de maintien l'ordre ainsi que les autorités traditionnelles et religieuses au niveau des communautés pour promouvoir la planification familiale, adresser les violences basées sur le genre et formuler des recommandations pour y mettre fin.

Malgré les résultats positifs et les progrès réalisés par le programme de stabilisation du PNUD et ses partenaires, aussi bien dans le Bassin du Lac Tchad que dans la région du Liptako Gourma, l'impact sur le statut des femmes et leur pleine participation aux cadres de concertation locaux sur la paix et la stabilité reste globalement faible.

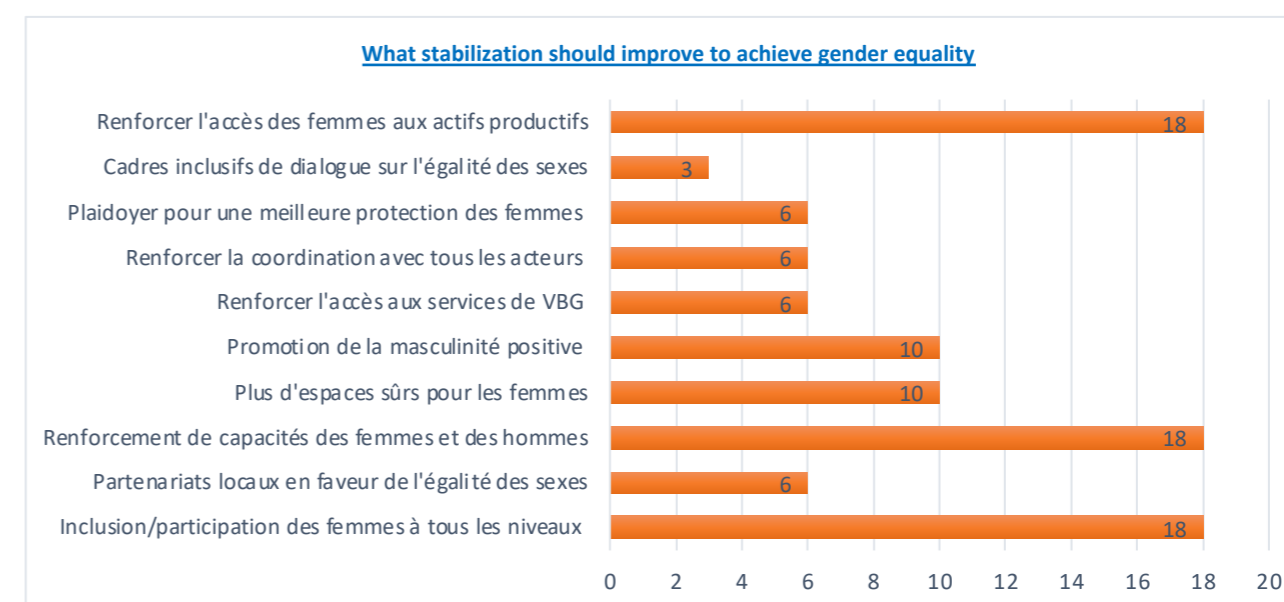
Les femmes influencent et participent dans les instances décisionnelles au Mali. Dans cette dynamique, le PNUD à travers son projet de stabilisation et retour à l'état de droit (PROSMED) mis en œuvre par ONU Femmes, plaide auprès des autorités et soutient les communautés afin que les femmes au Mali puissent contribuer à la consolidation de la paix et le développement durable au niveau local, national et sous-régional.

- Cadres législatifs/capacités institutionnelles renforcés pour une gestion et une planification des finances publiques plus sensibles au genre. Chaque année, un rapport genre est élaboré et annexé à la loi des finances pour sensibiliser les décideurs d'au moins 18 ministères sur la nécessité de prendre en compte le genre dans les dépenses publiques ; les capacités nationales ont été renforcées sur la planification et la budgétisation sensible au genre (PBSG).
- Capacités renforcées des ministères de tutelle et des collectivités locales à faire des allocations budgétaires stratégiques grâce à l'intégration de l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes dans la planification et la budgétisation : consensus politique établi pour combler le déficit de financement de l'égalité des sexes et de l'autonomisation des femmes : consensus pour mettre en œuvre la recommandation du SG du Système des Nations Unies (l'allocation de 15% des fonds au développement à l'égalité des genres et l'autonomisation des femmes) obtenue par les parties prenantes du développement



Graphique 1 : Les facteurs clés qui contribuent au leadership des femmes

En résumé, le leadership des femmes dans la recherche de solutions durables à l'insécurité, à l'exclusion et à la violence sexiste se heurte à la rigueur du patriarcat. Malgré les progrès réalisés par la Facilité Régionale de Stabilisation, la participation quantitative et qualitative des femmes dans les processus de paix et de stabilité demeure confrontée à des défis importants. Beaucoup de femmes opèrent encore dans l'informel, se limitant à des activités de petit commerce peu rémunératrices, avec un accès toujours restreint aux actifs productifs tels que le crédit, les terres arables, l'information, la formation, etc. Pour citer Hana Berthe, membre de la CAFOD de Bandiagara : « On a beaucoup aidé les femmes avec des appuis pour des activités génératrices de revenu dans le cadre du "Cash For Work" par exemple, mais ce sont des appuis de courte durée. Sans véritables initiatives structurées pour soutenir des activités économiques durables, les femmes ne seront jamais vraiment autonomes ».



Graphique 2 : Ce que la FNS doit faire pour faire avancer l'égalité des sexes





“Les femmes à Bandiagara endurent les violences liées au patriarcat. Nous appelons à renforcer l'accès à la formation et à la microfinance pour les femmes et assouplir leurs conditions d'accès aux crédits”



Hana Berthe, Coordination des Associations et ONG Féminines au Mali (CAFO)

SESSION 2: LES JEUNES, MOTEUR DE LA STABILITÉ AU SAHEL

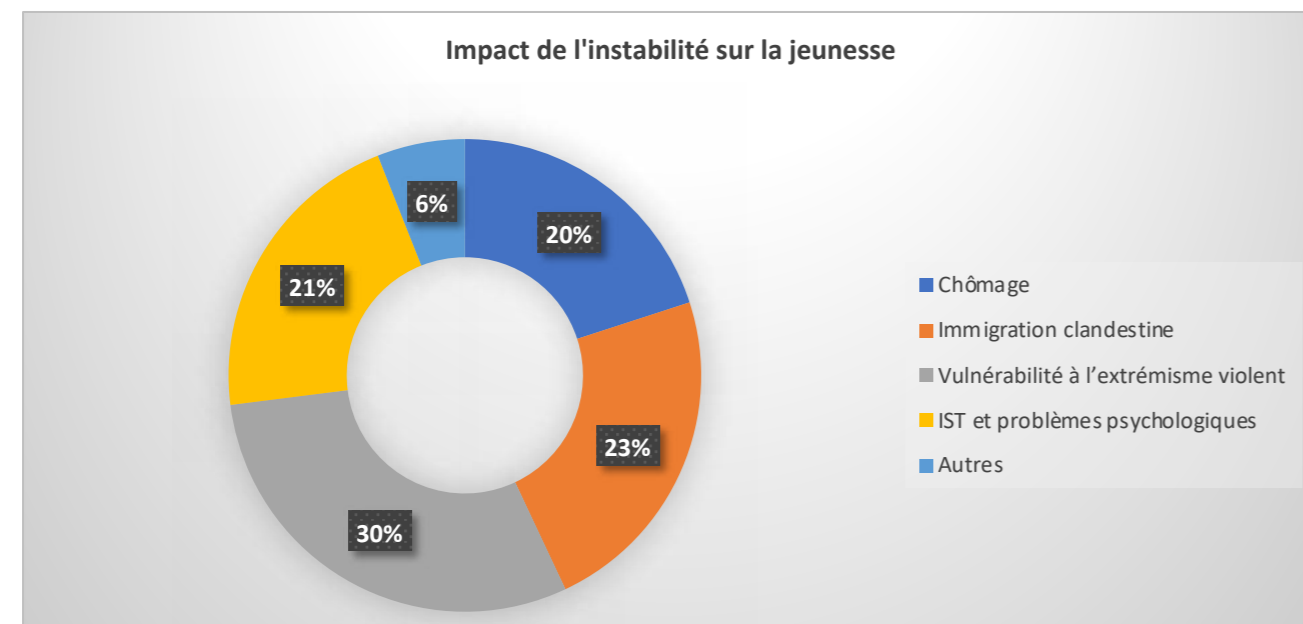
Speakers:

- NGEN Yves Riyuh, Youth Rights & Peace Activist at LifeAID
- Caroline Mveng, Présidente Réseau des Jeunes Féministes d'Afrique Centrale
- Excellence Chiamara Nwafor, Program Officer at CIRDDOC

Modératrice: Fatuma Muhumed, Programme Specialist- Youth, Peace and Security, UNFPA

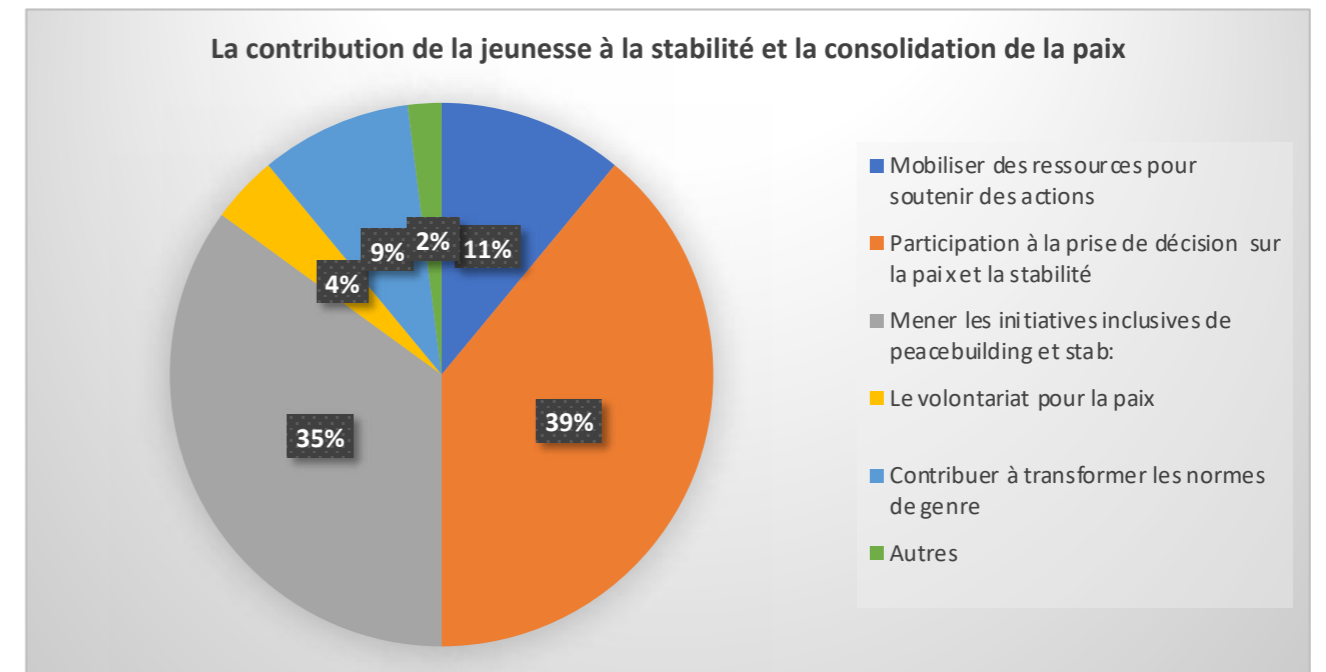
Cette session a porté sur la contribution de la jeunesse en faveur de la stabilisation et avait pour objectif de se pencher sur les obstacles que rencontrent les jeunes en tant qu'acteurs de la stabilisation, de la construction de la paix et de l'inclusion.

Dans le Bassin du Lac Tchad et le Liptako-Gourma, les jeunes subissent l'exclusion à plusieurs niveaux. Ils sont écartés des processus de prise de décision politique et de gouvernance. Cette exclusion s'agrandit davantage avec des facteurs intersectionnels tels que le sexe, le statut social ou encore l'engagement dans la promotion des droits des femmes, accentuant particulièrement le fossé pour les jeunes filles.



Graphique 3 : L'impact de l'instabilité sur les jeunes

C'est dans ce contexte de discriminations et d'exclusion des jeunes des processus de paix ; des organisations de la société civile et des mouvements de défense des droits humains que des jeunes leaders (hommes et femmes) sont amenés dans des pays comme le Nigéria, le Tchad, le Niger, le Burkina-Faso et le Mali à se mettre en synergie pour adresser les défis communs persistants liés à la participation des jeunes dans les processus décisionnels sur la paix et la stabilité dans leurs pays en proie à des conflits complexes.



Graphique 4 : le rôle de la jeunesse dans la stabilité et la consolidation de la paix

Au Burkina, par exemple, l'Association Jeunesse Active pour un Développement Durable JADD en sigle, a mis en place un programme de sensibilisation et mobilisation des jeunes sur le Genre. Sa stratégie consiste à travailler avec le club de jeunes garçons appelle « Man Champion » ils sensibilisent et militent sur diverses thématiques entre autres :la planification familiale et la santé sexuelle et les droits reproductifs aussi récolter les fonds d'entraides pour soutenir les jeunes étudiants venus dans les provinces à se payer les logis à Ouagadougou. Au départ cette initiative était à titre volontaire, au fur des ans ils ont reçu le financement de Diakonia et de l'Unicef dans le cadre de la communication digitale. En plus de ces initiatives, ces jeunes ont créé un cadre de concertation entre les hommes et les femmes pour parler des défis liés au genre et les présenter aux autorités compétentes.

Nous avons été informés sur des initiatives de jeunes au Cameroun et en Afrique centrale qui s'efforcent de modifier les normes socioculturelles préjudiciables. Ces initiatives préconisent un quota de représentation des jeunes au sein des parlements et d'autres instances politiques, afin de permettre l'expression de leurs besoins spécifiques et de leurs visions, particulièrement en ce qui concerne la paix et la sécurité.



“ Nous demandons l'accès des femmes et des jeunes aux espaces de discussion formels, pas seulement aux “side events”. La jeunesse n'est pas simplement l'avenir, nous sommes surtout le présent ! ”

Caroline Mveng, Présidente, Réseau des Jeunes Féministes d'Afrique Centrale, Stabilisation, Sahel.



“ Les jeunes exigent que leurs voix soient entendues ! Pour réellement avoir un impact, donnez-leur l'espace pour une libre expression. Il ne suffit pas que les jeunes soient de simples défenseurs ; ils doivent être au cœur de l'action. Nous insistons sur des quotas pour la représentation des jeunes dans nos institutions au Cameroun et en Afrique centrale.”

NGEN Yves Riyuh, militant des droits des jeunes et pour la paix chez



SESSION 3: LA NOUVELLE STRATÉGIE RÉGIONALE DE STABILISATION : LA RÉSILIENCE ET LE RELÈVEMENT ÉCONOMIQUE DANS LE LIPTAKO-GOURMA

Speakers:

- Ibrahima Guindo
- Boukey Zabre
- Rachida Nikiema
- Dr Konate Mohamadou, General Director; Donko Consulting pour la gouvernance et la sécurité, Bamako, Mali.

Modératrice: Pierre Celestin Bengono, Liptako-Gourma, UNDP

La troisième séance s'est focalisée sur la présentation de la nouvelle stratégie régionale de stabilisation, de résilience et de relèvement du Liptako-Gourma, ainsi que son plan d'action prospectif élaborés « en vue de stabiliser les régions traditionnelles du Liptako-Gourma » .

Après un rappel du contexte et de la méthodologie de l'élaboration de cette stratégie, il a été souligné qu'un travail recherché d'analyse et de consultation a été mené dans chaque pays avec les décideurs de premier rang pour renforcer l'inclusivité des différentes parties nationales à travers diverses plateformes de discussions.

La revue des axes stratégiques et des principes qui guident la mise en œuvre de la stratégie a posé la question de son financement (dont le coût est estimé à 5,5 milliards de FCFA) et pour laquelle il est prévu de mieux engager les Etats en premier lieu (60% du coût global) ainsi que les donateurs et les autres partenaires (40% du coût global).

Les participants ont apporté des amendements sur la structure de la stratégie, notamment l'agencement des différentes parties, ainsi que sur des aspects de transversalité tels que le genre et la communication, question de mieux mettre en évidence comment la nouvelle stratégie les aborde.

Le panel a exprimé le besoin de prendre en compte les attentes et les priorités des jeunes et les intégrer pleinement dans la mise en œuvre du plan de ressources multiformes à mobiliser à cet effet. Les jeunes panélistes ont estimé que la précédente stratégie de stabilisation, dans sa mise en œuvre n'a pas suffisamment été inclusive de la jeunesse. En outre, une inquiétude a été relevée quant à la mobilisation des ressources pour la mise en œuvre de cette nouvelle stratégie dont il est attendu que les gouvernements nationaux contribuent à hauteur de 40% environ de l'enveloppe globale.

SESSION 4: POURVOIR DES OPPORTUNITÉS ÉCONOMIQUES DES FEMMES DANS LE CONTEXTE DU CHANGEMENT CLIMATIQUE ET DES DÉFIS SÉCURITAIRES.

Speakers:

- Angela Baschieri, PhD, UNFPA Technical Lead on Climate Action and Population Dynamics Policy Advisor
- Noanne M Laïda, CashCap Expert, NORCAP
- Amina Kadri, Présidente Groupement de Femmes de Téra, with Hadizatou Kouboura Badéri Djallami, UNDP Niger

Modérateur: Serge Ndjekouneyom, UNDP Programme Specialist Climate and Security Risk

Le changement climatique est une préoccupation mondiale qui entraîne des répercussions graves pour les communautés avec des impacts différenciés sur les hommes et les femmes et d'autres groupes marginalisés. Chaque groupe possède des expériences différentes, et donc, des capacités d'adaptation et d'atténuation différentes.

Le changement climatique tend à exacerber les inégalités déjà pré-existantes entre les sexes. Les femmes et les filles en particulier sont donc confrontées à des impacts négatifs plus importants et plus sévères en raison de leur accès limité à la formation et à l'information climatique ainsi qu'aux opportunités économiques.

Les acteurs reconnaissent que les femmes peuvent faire la différence face au Climat car elles sont détentrices de connaissances et de compétences uniques liées à l'atténuation, à l'adaptation et à la réduction des risques climatiques. Un exemple concret de cette contribution est illustré par le groupement des femmes maliennes de Badiangara, qui en tant que productrices et formatrices du Moringa, valorisent des pratiques culturelles spécifiques pour la restauration et la fertilisation des terres.

Par conséquent, il est crucial d'adopter une approche sensible au genre dans l'élaboration de la nouvelle stratégie de stabilisation qui répond aux défis liés au Climat.

Voici quelques exemples d'axes d'analyses à considérer concernant la stabilisation et les enjeux climatiques et qui devraient inclure une analyse sensible au genre (incluant les conséquences spécifiques sur les femmes etc)

- La stabilisation et les actions d'atténuation au changement climatique
- La stabilisation et les actions d'adaptation au changement climatique
- Conduire les analyses de conflits sous la perspective des impacts du changement climatique.

SESSION 5: ASSURER LA PROTECTION, LA SÛRETÉ ET LES DROITS HUMAINS DES FEMMES ET FILLES

Speakers:

- Nadine Rugwe, Governance and Peacebuilding advisor, West and Central Africa Regional Office, UNDP
- Angela Muruli, Technical Coherence Officer, Ending Violence Against Women & Girls, UNWOMEN
- Jocelyne Vokouma Ex. Governor, Cascades Region, Burkina Faso
- Johanna Wilkie, Democracy, Human Rights and Governance Officer, USAID Sahel Regional Office

Modératrice: Cecile Mazzacurati, Gender & Human Rights Advisor, West and Central Africa Regional Office, UNFPA

La session 5 visait à analyser globalement les obstacles à la sûreté, à la sécurité et aux droits humains des femmes et des filles dans le cadre des efforts de stabilisation, avec un accent marqué sur l'identification et la lutte contre les violences basées sur le genre. Ensuite, identifier et prioriser des solutions inclusives et durables qui tiennent compte de l'intersectionnalité des expériences des femmes et des filles dans le contexte de la stabilisation à la lumière des défis des violences basées sur le genre.

Parvenir à une stabilisation plus inclusive et durable impose nécessairement de garantir la protection des droits humains des femmes et des filles. Or dans les zones en conflit ou post conflit, les structures de protection (postes de police, centres de santé et de prise en charge des survivantes de VBG, espaces sûrs pour les femmes, etc) sont soit inexistantes ou non opérationnelles ou peu efficaces. Notamment, dans des communautés au Burkina-Faso, la mobilité des femmes et des filles est réduite du fait des risques sécuritaires accrus (viols, enlèvements, grossesses non désirées, etc) . Cela impacte également l'exercice de leurs activités économiques et leur santé mentale du fait souvent de la stigmatisation, du regard et des propos culpabilisants des membres de la communauté et de leurs familles.

L'accès aux services judiciaires demeure un réel défi pour les femmes et les filles. Une approche holistique de protection des femmes et filles est nécessaire au niveau de la prévention et de la réponse.

En matière de prévention, plusieurs axes prioritaires ont été identifiés :

- Investir dans une approche de protection à base communautaire via les comités locaux de stabilisation et favoriser un engagement inclusif de ces comités ;
- Assurer une veille stratégique sur les facteurs de vulnérabilité et les risques de protection des femmes et des filles;
- Renforcer les actions de lutte contre la pauvreté, le mariage précoce et les autres pratiques néfastes (ex. : mutilations génitales féminines ; lévirat ; etc).
- Engager les leaders communautaires hommes et femmes dans la prévention des violences sexistes ;
- Fournir des infrastructures de sécurité (éclairage public) au sein des communautés pour réduire les risques de protection ;
- Construire les infrastructures essentielles (points d'eau, toilettes, etc) en tenant compte du genre et des vulnérabilités sociales.

En ce qui concerne la réponse :

- Mettre en place la plateforme des femmes engagées dans les processus de construction de la paix avec un aspect spécifique sur la réalisation de l'Agenda Femme, Paix et Sécurité ;
- Renforcer les mécanismes de référencement des cas de VBG et/ou autre violation des droits humains vers les services et structures appropriés, tels que vers des centres d'accueil et de soins pour les femmes et filles survivantes de VBG pour une prise en charge holistique des survivantes et des survivants.
- Lutter contre l'impunité des violences basées sur le genre ;

SESSION 6: PRIORITÉS ET BESOINS DES JEUNES POUR STABILISER LE SAHEL FACE AUX MENACES DE L'INSTABILITÉ

Speakers:

- Christian ACHELEKE, African Union Youth Ambassador for Peace / Executive Director-LOYOC
- Boubacar Zakou Zeinabou, Présidente de l'ONG Jeunesse Plus, l'ONG La Fada des Filles et Premier rapporteur du Comité provisoire du conseil National des jeunes du Niger
- Elizabeth Talatu Williams, AfriYan Nigeria

Modératrice: Marina Senami Monkoun, Technical Project Officer, UNDP

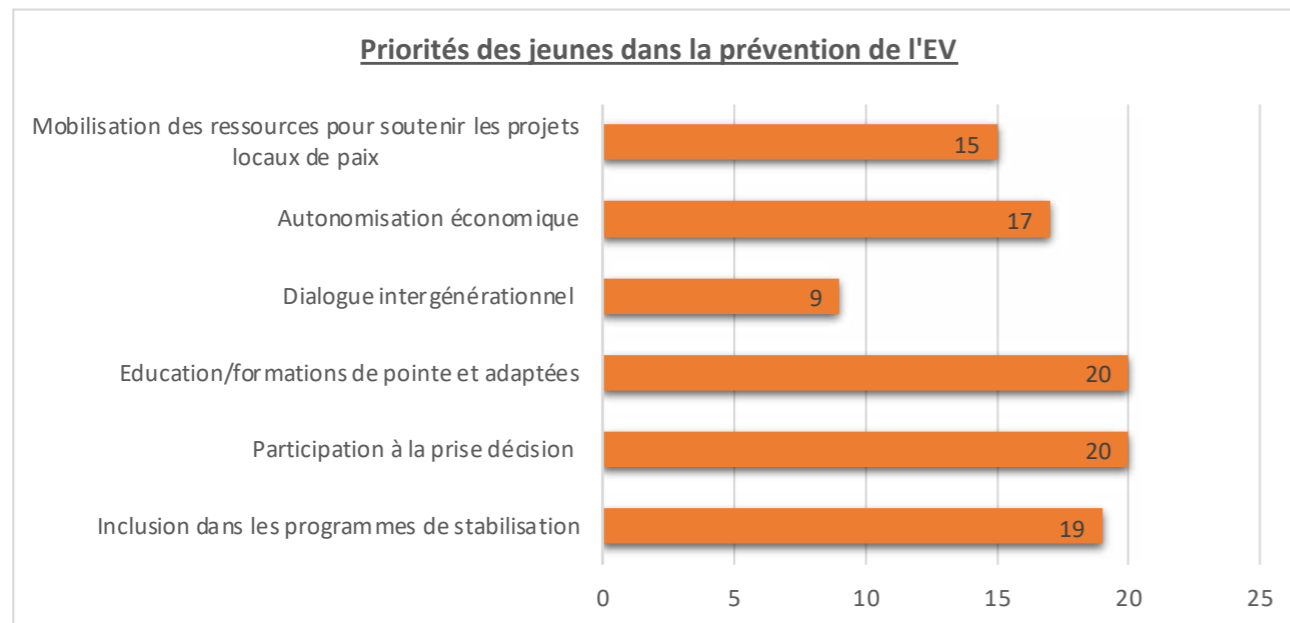
Au cours de cette session, les panélistes ont examiné les obstacles auxquels les jeunes sont confrontés dans leur implication dans la stabilisation, la promotion de la paix et le renforcement de la résilience. Ils ont également abordé la nécessité d'une participation significative des jeunes dans le processus décisionnel, la question de la redevabilité gouvernementale, et ont plaidé en faveur de quotas de représentation à tous les niveaux de prise de décision pour permettre aux jeunes d'exprimer leur voix.

L'instabilité croissante au Sahel a contribué à exacerber l'exclusion des jeunes et par conséquent leur sensibilité aux discours de radicalisation et leur vulnérabilité à l'extrémisme violent. L'instabilité a eu des impacts différenciés sur les jeunes garçons et les jeunes filles. Les premiers, très souvent perçus comme des agents d'instabilité représentent des menaces ; et les jeunes filles, principalement étiquetées comme des victimes, sont souvent des instruments des groupes armés. Un état de choses qui contribue à renforcer l'exclusion des jeunes hommes et des jeunes femmes des processus de paix et/ou de stabilisation dans le Sahel.

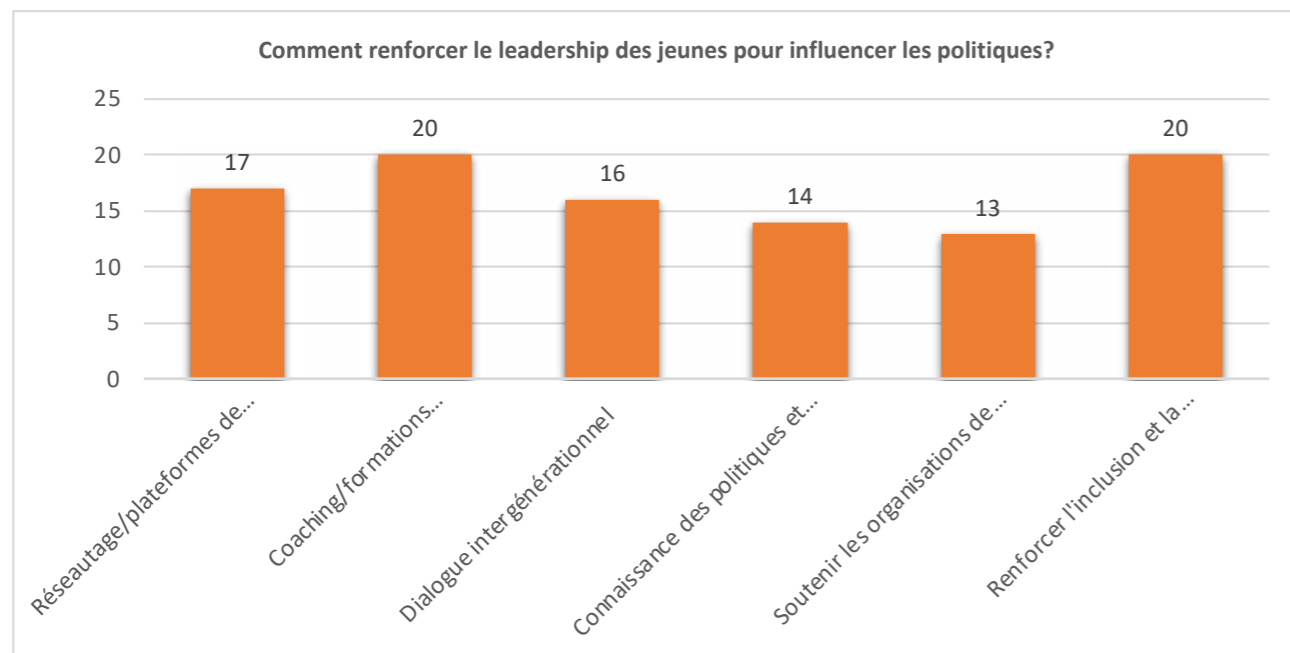
Après avoir relevé les défis de la participation des jeunes à la stabilisation et partagé les résultats de certaines initiatives portées par les jeunes au sein de leur pays au niveau national en faveur de leur inclusion dans les processus politiques comme au Cameroun, au Nigeria et au Mali, les panélistes ont globalement conclu que :

- La participation politique des jeunes est un point d'entrée majeur qu'il faut assurer à tous les niveaux en les dotant des capacités et d'outils nécessaires ;
- Les jeunes, leaders d'aujourd'hui et de demain, doivent pouvoir avoir les opportunités de se préparer à apporter une contribution pertinente à tous les niveaux de la gouvernance politique à travers l'inclusion ;
- Associer les jeunes à toutes les étapes des initiatives de stabilisation et de paix est crucial ;

- Soutenir l'autonomisation économique des jeunes adaptées à leurs écosystèmes ;
- Fournir des services de santé mentale pour accompagner les jeunes en trouble de comportement liés au conflit et aux conséquences des conflits ;
- Créer des dynamiques de réseau entre les organisations des jeunes pour faciliter le partage d'expériences et renforcer les capacités pour animer ces espaces ;



Graphique 5 : Priorités des jeunes dans la prévention de l'extrémisme violent pour stabiliser le Sahel



Graphique 6 : Comment renforcer le leadership des jeunes pour influencer les politiques nationales qui répondent le mieux à leurs besoins ?

CONCLUSION ET PRINCIPALES RECOMMANDATIONS

L'objectif principal de ces tables-rondes était de mobiliser et de réunir les acteurs et actrices de la stabilisation dans le Sahel autour d'une série de conversations visant globalement à informer la programmation de la future stabilisation dans le Bassin du Lac Tchad et le Liptako Gourma

L'ambition de la facilité de stabilisation du PNUD est de faire avancer l'égalité des sexes et promouvoir l'autonomisation de la jeunesse dans les zones de conflit et/ou post conflit se heurte un défi réel : les pays dans lesquels les facilités de stabilisation sont mises en œuvre sont encore loin des exigences de base requises en matière d'égalité de sexes. Malgré des avancées considérables réalisées au niveau des politiques et des instruments, et parfois de manière sporadique, les défis sont encore très nombreux et sont davantage structurels.

Pour réaliser l'objectif assigné à ces conversations régionales, les recommandations suivantes sont formulées à l'endroit du PNUD et de l'UNFPA :

Pour une stabilisation plus focalisée sur les considérations de genre :

Compréhension et approche des normes sociales pour la Stabilisation plus durable :

- Recommandation : Ancrer le futur programme de stabilisation dans une analyse approfondie des normes sociales prévalentes dans la région. Exemple : Mener des enquêtes communautaires régulières pour identifier les pratiques sociales discriminatoires ainsi que les points d'entrée stratégiques pour les adresser et adapter les programmes en conséquence.

Transformation de la gouvernance à tous les niveaux :

- Recommandation : Réformer la gouvernance à tous les niveaux, de la cellule familiale au niveau central. Exemple : Mettre en place des mécanismes inclusifs de consultation citoyenne, à travers les Comités Locaux de Stabilisation, pour favoriser une participation démocratique à la prise de décision au niveau local.

Analyse des dynamiques de conflits liées au genre en considérant l'aspect environnementale :

- Recommandation : Intégrer davantage le changement climatique et l'impact sur les ressources naturelles dans l'analyse des conflits liés au genre. Exemple : Mettre en œuvre des activités de restauration des terres dégradées, comme au Burkina le projet a ciblé un terrain dégradé à cause d'érosion en caractère d'intérêt public qui a été réaménager à travers les activités HIMO.
- Au Sahel tout comme dans le Lac Tchad, la désertification est devenue une des causes d'immigration. Du fait de la disparition du couvert végétal et de la rareté des ressources naturelles, les femmes sont obligées de parcourir de longues distances dans des zones dangereuses pour collecter de l'eau et du bois de chauffe, s'exposant ainsi à des risques accrus de violence et d'abus de toutes sortes.

Soutien à la conversation sur la confiance et la répartition du pouvoir entre les sexes.

- Recommandation : Favoriser le dialogue sur la confiance et l'égalité de genres. Exemple : Organiser des forums communautaires pour discuter des rôles de genre et montrer les enjeux d'une répartition équitable des responsabilités familiales et communautaires.

Promotion des résultats à long terme :

- Recommandation : Promouvoir des changements durables en renforçant l'effectivité des droits des femmes et des filles à la base. Exemple : Mettre en place des programmes éducatifs/séances de sensibilisation visant à sensibiliser les communautés aux droits humains, tant pour les femmes que pour les hommes.

Questionner les normes sociales discriminatoires :

- Recommandation : Remettre en question les normes discriminatoires et élaborer des plans d'action ciblés. Exemple : Lancer des campagnes de sensibilisation pour déconstruire les stéréotypes de genre ancrés dans la société ; organiser des concertations communautaires avec les leaders religieux sur l'engagement masculin dans la transformation des inégalités de genre

Développer des stratégies anticipatives pour les dynamiques de conflits :

- Recommandation : Élaborer des stratégies ciblées pour anticiper les conflits résultant de la transformation des normes sociales. Exemple : Mettre en place des mécanismes de médiation préventive au niveau communautaire pour résoudre les tensions liées aux changements sociaux et en étroite collaboration avec les autorités traditionnelles et religieuses.

Développer de nouveaux partenariats :

- Recommandation : Établir des partenariats étroits avec les autorités religieuses, traditionnelles et les groupes communautaires (les autorités religieuses et traditionnelles, les groupes d'hommes et de femmes). Exemple : Collaborer avec des leaders religieux pour diffuser des messages éducatifs sur l'égalité des genres ; identifier au sein de la communauté les défis liés à la protection, à la sécurité, à l'autonomisation et à l'inclusion des femmes ainsi que les opportunités pour les transformer.

Renforcer le pouvoir économique et le leadership des femmes

- Recommandation : Accroître le pouvoir économique des femmes et développer leurs compétences. Exemple : Fournir des formations entrepreneuriales aux femmes pour les habiliter à créer et gérer des entreprises locales ; à développer davantage leur confiance en soi et à assumer leur leadership

Renforcer la sécurité des femmes :

- Recommandation : Améliorer la sécurité des femmes pour réduire les risques de violences basées sur le genre. Exemple : Mettre en place des programmes de sensibilisation et de formation pour la prévention des violences, en collaboration avec les forces de l'ordre et les leaders communautaires.

Orienter les appuis économiques vers des activités non reproductives :

- Recommandation : Diriger les appuis économiques vers des Activités Génératrices de Revenus (AGR) non liées aux rôles de reproduction. Exemple : Soutenir financièrement des projets économiques permettant aux femmes de diversifier leurs sources de revenus au-delà des activités traditionnellement associées aux rôles de reproduction.

Pour une stabilisation durable et plus inclusive des jeunes

- Elargir la participation des jeunes à tous les niveaux (familial, local, national)
- Faciliter, au sein des communautés, la reconnaissance d'une cohorte de jeunes femmes et hommes leaders et les accompagner dans un processus de capacitation et de transformation pour assurer qu'ils et elles jouent pleinement leur partition dans les processus de paix et de stabilisation et se positionnent comme des modèles inspirants au sein de leurs communautés et au-delà ;
- Faciliter la mise en réseau des organisations de la société civile jeune au sein et entre les pays de stabilisation pour une expérience de partage et d'enrichissement mutuel et optimal ;
- Renforcer les capacités des organisations des jeunes dans la mobilisation des ressources et le leadership transformationnel ;
- Soutenir davantage les opportunités économiques durables pour les jeunes
- Privilégier les partenariats locaux avec les OSC dirigées par les jeunes ;

Ces recommandations sonnent comme un appel urgent à redoubler et à mutualiser davantage les efforts et les ressources, à mieux fédérer les stratégies en faveur d'une approche holistique et intersectionnelle pour transformer les normes de genre qui continuent de maintenir les femmes et les jeunes loin des discussions sur la paix et la stabilité.

Ces conversations régionales sur le genre, la jeunesse et la stabilisation organisées par le PNUD en partenariat avec UNFPA ont permis de formuler des recommandations suffisamment substantielles pour informer une approche de la stabilisation plus inclusive et durable avec davantage de femmes et de jeunes en première ligne.



ANNEXES - Agenda de l'atelier

Day One: Tuesday 12 December 2023	
8:30 – 9:00	Walk-in and Welcome
9:00 – 9:30	<p>Opening remarks</p> <p>Moderated by Blerta Cela, Director of the Regional Stabilization Facility, UNDP</p> <ul style="list-style-type: none"> • Njoya Tikum, Director of UNDP Sub-Regional Hub for West and Central Africa and Resident Representative, UNDP Senegal • Sennen Houton, Regional Director, UNFPA West and Central Africa Regional Office • Nwanneakolam Vwede-Obahor, Director =/Regional Coordinator of UNISS • Hawa Aw, Liptako-Gourma Authority Executive Secretary
9:30 – 11:00	<p>Session 1: Women leading stability</p> <p>Moderated by Blerta Cela, Director of the Regional Stabilization Facility, UNDP</p> <ul style="list-style-type: none"> • Hawa Aw, Executive Secretary of the Liptako Gourma Authority • Baba Sultan Brahim, leader of a Civil Society Organization in Mani, Chad • Hana Berthe, member of Coordination des Associations et ONG Féminines of Mali (CAFO) • Frida Lundström, DDR and Security Transition unit, FBA
11:00 – 11:30	COFFEE BREAK
11:30 – 13:00	<p>Session 2: Youth leading stability</p> <p>Moderated by Fatuma Muhumed, Programme Specialist- Youth, Peace and Security, UNFPA</p> <ul style="list-style-type: none"> • NGEN Yves Riyuh, Youth Rights & Peace Activist at LifeAID • Excellence Chiamara Nwafor, Program Officer, CIRDDOC, Nigeria • Caroline Mveng, President of the Réseau des Jeunes Féministes d'Afrique centrale
13:00 – 14:00	LUNCH BREAK
14:00 – 16:30	<p>Session 3: The New Regional Stabilization, Resilience and Recovery Strategy in the Liptako Gourma</p> <p>Moderated by Pierre Celestin Bengono, Liptako-Gourma, UNDP</p> <ul style="list-style-type: none"> • Ibrahima Guindo • Boukey Zabre • Rachida Nikiema • Dr Konate Mohamadou, General Director; Donko Consulting pour la gouvernance et la sécurité, Bamako, Mali.

16h30 – 17h00	Closing session
Day Two: Wednesday 13 December 2023	
8:30 – 9:00	Walk-in and Welcome
9:00 – 9:30	Summary of Day One and Overview of Day Two
9:30 – 11:00	<p>Session 4: Ensuring economic opportunities for women in the context of climate change and security challenges</p> <p>Moderated by Sierge Ndjekouneyom, UNDP Programme Specialist Climate and Security Risk</p> <ul style="list-style-type: none"> • Angela Baschieri, PhD, UNFPA Technical Lead on Climate Action and Population Dynamics Policy Advisor • Noanne M Laïda, CashCap Expert, NORCAP • Amina Kadri, Présidente Groupement de Femmes de Téra, with M. Hadizatou Kouboura Badéri Djallami, UNDP Niger
11:00 – 11:30	COFFEE BREAK
11:30 – 13:00	<p>Session 5: Protecting women and girls safety, security and human rights</p> <p>Moderated by Cecile Mazzacurati, Gender & Human Rights Advisor, West and Central Africa Regional Office, UNFPA</p> <ul style="list-style-type: none"> • Nadine Rugwe, Governance and Peacebuilding advisor, West and Central Africa Regional Office, UNDP • Angela Muruli, Technical Coherence Officer, Ending Violence Against Women & Girls, UNWOMEN • Jocelyne Vokouma Ex. Governor, Cascades Region, Burkina Faso • Johanna Wilkie, Democracy, Human Rights and Governance Officer, USAID Sahel Regional Office
13:00 -14:00	LUNCH BREAK
14:00 – 15:30	<p>Session 6: Youth priorities and needs to stabilize the Sahel</p> <p>Moderated by Marina Senami Monkoun, Technical Project Officer, UNDP</p> <ul style="list-style-type: none"> • Christian ACHELEKE, African Union Youth Ambassador for Peace/ Executive Director-LOYOC

NOTES CONCEPTUELLES DES SESSIONS

SESSION 1: Women leading change: Promoting peace and stability in the Sahel.

Background

The Lake Chad Basin (LCB) and Liptako Gourma Region (LGR) have a historically poor record of women's empowerment including low school enrolment, some of the highest rates of child and early marriage for girls and poor participation of women in public life. The region's deep-rooted patriarchal norms, often codified in law and reinforced by socio-cultural institutions, have defined women and girl's status through marriage, childbearing and sometimes trading in food or textiles.

Throughout the LCB and LGR, women are rarely found in traditional or official decision-making roles, especially excluded within the security sector, including in the military, police forces and cross-border security mechanisms. Meanwhile, gender inequality lies at the heart of the crisis in LCB and LGR and remains central to its sustainable resolution.

Women play vital roles in conflict prevention and peacebuilding, as recognized by UN Security Council Resolutions 1325 (2000), 2122 (2013) and 2242 (2015) on Women, Peace, and Security. A global body of evidence has showcased how women's participation in peacebuilding accelerates economic revitalization, increases the effectiveness and efficiency of protection efforts, and improves the likelihood of successful peace negotiations.

The crises in LCB and LGR have shifted gender roles, leading more women to participate in politics and civil society, as their efforts for peace are seen as a rare opportunity to organize and gain skills to enter politics. Women have formed groups and informal networks at local and national levels to increase their voice in national debates and create space for political participation across Mali, Burkina Faso and Niger. Intergenerational dialogues have contributed to amplifying women's voices in governance, peace and the security discourse. As the impacts of climate change reignite historical conflicts between farming, fishing and herder communities, women within communities in Nigeria and Cameroon have played a role in mediation and dispute resolution. Yet across sectors and levels, including resource management, women continue to carry "the immediate burden" of water provision, without having any role in water management and governance. This is especially the case for women who are members of marginalized groups, such as rural, coastal and indigenous women, often left out of leadership, but who bear the brunt of the impacts of climate change which can often multiply the risk of conflict.

The Regional Stabilization Facilities have sought to increase the participation of women in decision-making and address their security-related priorities and needs across communities. However, women continue to have disproportionately lower decision-making influence than men in local stabilization structures. In Niger, despite women's strong representation, their priorities related to natural resource management were not fully incorporated into local planning. In Burkina Faso, only 13 of 106 members in local structures are female. Increasing female membership will require LGSF management advocacy with local leaders and stakeholders on incorporating higher rates of female participation in local structures.

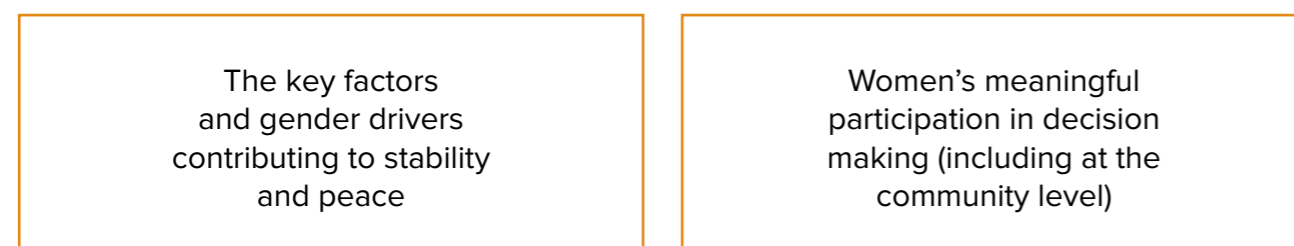
Overall, there are serious challenges to women's leadership in finding sustainable solutions to persistent insecurity across the Lake Chad Basin and Liptako Gourma Region. While many women are becoming family leaders, active in their communities and breadwinners with the help of RSF investments into livelihoods, women remain outside of decision-making in more formal arenas, and face the continued challenge of widespread patriarchal expectations related to their gender roles and responsibilities. In many cases, there is a need to move beyond the visibility of women and ensure they are meaningfully participating in leadership with equal power in decision-making. Supporting women's leadership also requires bridging the gap in girls' education, the low numbers of adolescent girls enrolled in secondary education, their access to skills building and livelihoods, and addressing prevailing negative stereotypes of women as leaders and decision-makers.

Importantly, for women's leadership to progress, efforts must be made across sectors and actors, including UNDP's RSF. UNDP has recognized this disparity and has underlined women's leadership, and the centering of women's needs and priorities as catalysts toward development and prosperity within new strategic planning. An area where UNDP sees it can strengthen its gender program, is meaningful participation of women in decision making. Currently, women are often regarded as a homogenous group, and thus not through an intersectional lens. Therefore, in this roundtable we will hear from community members how the local stabilization structures, such as the community stabilization committees, can be more diverse and grasp the complex nature of gender as well as ensure meaningful inclusion in the stabilization efforts.

UNDP/UNFPA Regional Conversations

The session will focus on highlighting the paths to leadership by current women leaders, underline challenges and discuss the intersecting ways in which women’s leadership can be enabled and supported across sectors.

The session will focus on:



Tentative agenda:

10 min	Mentimeter with a key question to harvest insights from the group. -Question: What are the key factors and gender drivers that contribute to stability and peace
60 min panel discussion (Speakers 10min each and 30min for discussion)	Speakers: - H Hawa Aw, Executive Secretary of the Liptako Gourma Authority - Mme. Baba Sultan Brahim, Community representative (Chad) - Mme. Hana Berthe, Community representative (Mali) Moderator: Blerta Cela
10 min	Mentimeter on key-insights. - Question: What are key factors and drivers to increase women participation in decision-making
10 min	Moderator concluding the discussion and listing main outcomes that will inform the future of stabilization

Guiding questions for panelist

Questions to reflect upon for this intervention of 10 minutes:

- The role women play as leaders in bringing about positive change in a stabilization context
- The role women play as decision makers in the private and public spheres that are catalytic towards development and peace
- The factors and gender drivers that contribute to stability and peace
- Recommendations on how to more meaningfully include women in decision-making in different sectors and at all levels, from regional, national to local
- Recommendations on the sectors and actors to target within the Regional Stabilization Facility to increase the participation of women in decision-making
- Recommendations on how local stabilization structures can be more diverse, ensuring meaningful participation of women

SESSION 2: Youth leading stability

Speaker 1: NGEN Yves Riyuh, Youth Rights & Peace Activist at LifeAID

Speaker 2: Caroline Mveng, Présidente Réseau des Jeunes Féministes d’Afrique Centrale

Speaker 3: Excellence Chiamara Nwafor, Program Officer at CIRDDOC

Rapporteur: Alessandra Corrà, UNDP

Background

The Lake Chad Basin (LCB) and Liptako-Gourma Region (LGR) have experienced continuous and increasing instability, aggravated by the repeated violence of Boko Haram and other extremist groups, contributing to a humanitarian crisis and widespread violence throughout the region. Violent extremist in the LCB, LGR, continue to have an adverse effect on youth development. Due to sustained violence and insecurity in this region, Youth’s inability to participate in democracy leads to dissatisfaction with leadership and institutions, and lack of confidence in decision-making processes. . Also, years of poor governance and absence of rule of law have hindered young people civic and political engagement. Even though youth in these regions are more than 65% of the population and are under 35 years old, youth have little voice in governance at both local and national levels. Youth participation is slowed down by cultural norms; youth submit to the elders. The issue of political participation is crucial to the stabilization of the LCB and LGR regions. Most of the young people in these two regions have limited access to quality employment and income-generating activities and any sustainable socio-economic reintegration opportunities. This fragilizes the efforts of stabilization and rehabilitation processes.

While the impact of the conflict is widely lived on by the local population, young people who make up most of the region’s population are disproportionately impacted. Adolescent girls and young women are particularly impacted, with unequal social gender norms that are challenging their rights, health and future – in Niger for instance, 76% of girls are married before 18. Many young people are affected by high levels of extreme poverty, with insufficient education system, unequal access (particularly for girls) and lack of employment increasing their risks of being recruited by Boko Haram. Young people and particularly girls are at high risks of gender-based violence including rape, forced, early and child marriage and early pregnancy for girls, limiting their education opportunities, threatening their rights and bodily autonomy.

Despite all these challenges, most youth strive for stability and peace. Many young people are engaged in increasing community resilience and advocacy for improvements in service delivery, in holding duty bearers accountable and in promoting effective youth participation in decision making. Youth, young men and women alike, participate and engage in stability, peace building and security as individuals or as groups through youth lead organizations, networks, informal groups or other platforms, often informal.

Programmatic results and challenges

A lack of voice and agency of youth contributes to their social marginalization. The key focus must be on improving conditions for youth in general, with a specific focus on adolescent girls, and to ensure that all activity conforms to a gender strategy with protection and empowerment at its heart.

Regional Conversations

The UNDP Regional Facility for Stabilization in partnership with UNFPA are organizing Regional Conversations, two-days roundtables, dedicated to women and youth leadership and priorities in sustaining and leveraging stabilization efforts and bringing together important and diverse partners across levels and sectors in the LCB and LGR. The round tables are organized at an opportune moment, as the RSF has come to an end in August 2024 and the LGSF will end in December 2024, therefore the outcome of these Regional Conversations will be used to inform the revised strategies and programme documents.

The round tables will be an opportunity to dive into the barriers that youth experience as actors of stabilisation, peace building and inclusion. UNDP and UNFPA will be exploring this from an intersectional approach, including gender, ethnicity, religion, sexual orientation, income, age, disability, marital status, displacement status, nationality, etc.

Topics for discussion for this session include:

- Youth leadership in advancing the peace and security agenda through civil society organizations
- Exploring opportunities for collaboration between youth leaders, governmental bodies, and civil society organizations on National Frameworks on Youth, Peace and Security.
- The potential of the youth as custodians of stability in the Sahel region
- Discussing the adverse effects of youth exclusion in democratic processes and institutional lack of trust and confidence in decision-making processes.
- Discussing strategies to empower youth in decision-making processes at both local and national levels.
- Exploring avenues for sustainable socio-economic reintegration opportunities for young people.

Tentative agenda:

10 min	Mentimeter with a key question where we harvest insights from the group: 1. What role can youth take to contribute stability and peacebuilding; 2. What can you do to increase the space for youth to contribute to stability and peacebuilding 3. How can youth leaders actively contribute to the development and implementation of National Frameworks on Youth, Peace, and Security? 4. What specific negative impacts can result from the exclusion
60 min panel discussion (speakers 10min each and 30min for discussion)	- NGEN Yves Riyuh, Youth Rights & Peace Activist at LifeAID - Caroline Mveng, Présidente Réseau des Jeunes Féministes d’Afrique Centrale - Excellence Chiamara Nwafor, Program Officer at CIRDDOC
10 min	Mentimeter on key-insights
10 min	Moderator concluding the discussion and listing main outcomes that will inform the RSF 2.0

SESSION 3: Regional Strategy for Stabilisation, Recovery and Resilience in the Liptako-Gourma region

Background

The Liptako-Gourma region (LG) has experienced continuous and increasing instability, aggravated by the repeated violence of extremist groups, contributing to a humanitarian crisis and widespread violence throughout the region.

In these areas, women and girls face significant threats to their human rights, their safety and their bodily autonomy, including low school enrolment, high rates of child marriage, female genital mutilation and other forms of gender-based violence and limited participation in public life. Deep-rooted patriarchal norms, often supported by laws and socio-cultural institutions, drastically constrain women and girls’ roles, opportunities, and choices.

In 2021, UNDP, in collaboration with the Liptako-Gourma Authority, introduced the Liptako-Gourma Stabilization Facility (LGSF). These interventions aimed to enhance women’s participation in decision-making and address their security-related priorities and needs across communities. These efforts included raising awareness of gender-based violence, mobilizing

resources, conducting advocacy, and equipping human rights defenders to monitor and report cases of GBV.

In this context of growing needs for humanitarian aid, development and security in the Liptako-Gourma region, the stabilization of the area has naturally dominated the agenda of the Authority for the Integrated Development of the Liptako-Gourma region (ALG). The ALG was created on December 3, 1970, by the heads of state of Burkina Faso, Mali and Niger with the mission of jointly promoting development, in a sub-regional framework, using existing common resources such as minerals, energy, hydraulics, agro- pastoral and fishing in the Liptako-Gourma area. The region has a population of approximately 17 million inhabitants, more than 50% of whom are under 15 years old. The Liptako-Gourma region has significant potential and opportunities that could contribute to promoting the integrated socio-economic development of Member States in a secure and well-governed area.

In order to respond to these challenges in a concerted manner, LGA has developed the Regional Strategy for Stabilization, Recovery and Resilience (RS SRR) for 2024-2028, in close collaboration with international organizations, technical and financial partners, and civil society organizations. The general objective of the RS SRR was defined by the ALG in consultation with the States with the support of the UNDP and other partners in the region. It consists of developing applicable policies and programs focused on the stabilization and development in the short, medium and long term of the regions of Liptako-Gourma affected by insecurity. The SR-SRR is rooted both in the issues common to the three countries and the particularities specific to each region of Liptako-Gourma. By tackling the multifaceted root causes of the crisis, the Strategy contributes to achieving the SDGs through the implementation of projects and programs, as well as the carrying out of activities within the framework of the strategic orientations defined for this purpose.

Objectives of the Session

- Update on the RS SRR;
- Reflect on the achievements, good practices, and challenges regarding gender and youth in stabilization efforts to inform new programming in the LG region.
- Discuss concrete ways to improve gender- and youth-responsive actions
- Identify actions/priorities for the Liptako Gourma region.

Tentative agenda:

Time	Agenda	Remarks
15 mins	Presentation Regional Stabilization, Resilience and Recovery Strategy in the Liptako Gourma and prospective action plan	Executive Secretary, Liptako- Gourma Authority -Dr Mahamadou Konaté, General Director, Conseils Donko pour la gouvernance et la sécurité, Bamako, Mali
30 mins	Q&A and discussion	

Time	Agenda	Remarks
45 mins	Towards an inclusive strategy	-Ibrahima GUINDO, youth representative (Mali) -Zabre Boukary, youth representative (Burkina) -Zeinabou Zakou, youth representative(Niger)
	How should the strategy and action plan best respond to the needs and priorities of communities in particular gender and youth priorities in the LG region?	
	How can we collectively mobilize partnerships for action?	
	Open Discussion	

SESSION 4: Ensuring economic opportunities for women in a context of climate change and security challenges

Background

The Lake Chad Basin (LCB) and Liptako-Gourma Region (LGR) have experienced continuous and increasing instability, aggravated by the repeated violence of Boko Haram and other extremist groups, contributing to a humanitarian crisis and widespread violence throughout the region. In these areas, women and girls face significant threats to their human rights, their safety and their bodily autonomy, including low school enrolment, high rates of child marriage, female genital mutilation and other forms of gender-based violence and limited participation in public life. Deep-rooted patriarchal norms, often supported by laws and socio-cultural institutions, drastically constrain women and girls' roles, opportunities, and choices.

Insurgent violence has deeply impacted women's livelihoods, destroying markets and roads and increasing insecurity in public spaces. While women across the LCB have managed the crisis by downscaling trading, shifting products based on demand and avoiding dangerous transport routes, they face high barriers to accessing loans and credit facilities, persistent insecurity and poor infrastructure. Women traders have also been historically marginalized across the LCB, reflecting traditional gender roles and inequalities which undermine women's economic empowerment.¹ Due to the loss of husbands and male family members, women as single-heads of households find themselves in aggravated conditions of vulnerability, where low income and high levels of discrimination threaten their livelihoods and well-being, the health of their children and overall literacy rates. High levels of unemployment also leave many young people vulnerable to recruitment by armed groups, women can be left to using negative coping mechanisms to survive, and families engaging in higher rates of child marriage.

In addition, the LCB and LGR are also grappling with the impacts of climate change, including rising temperatures, reduced water resources, and unpredictable weather patterns. Rising temperatures, reduced water surfaces, and unpredictable weather patterns are hampering economic growth and exacerbating existing problems in the regions. The Sahel region is experiencing faster-than-global-average temperature increases, putting added pressure on demographics and worsening food security. These effects of climate change have a greater impact on the world's most vulnerable people and exacerbates existing inequalities. Women and girls often face higher risks and greater burdens from the impacts of climate change in situations of poverty and due to existing roles, responsibilities and cultural norms. For instance, in the Sahel region, climate change effects on agriculture have led to conflicts that affect women and girls' safety. Addressing climate change is thereby crucial to tackle the interconnected issues faced by women and girls in these regions.

Empowering women and girls appears as a crucial step in confronting the challenges posed by climate change in the Sahel region. Women and girls contribute invaluable perspectives and solutions for effectively navigating the risks posed by climate change. In the LCB and LGR, they have demonstrated immense resilience, leadership, and innovative approaches to managing the ongoing crisis. Efforts to increase women's access to livelihood opportunities in the Lake Chad region have positively impacted community stabilization and climate change mitigation. Initiatives in places such as Cameroon have empowered young women with training and resources for small businesses, fostering skill development and community engagement. By empowering women, the RSF not only fortifies their ability to protect the environment but also unlocks a wealth of economic opportunities, creating a sustainable pathway towards mitigating climate change and fostering inclusive economic growth.

Programmatic results and challenges

In response to the multi-faceted challenges in the LCB and LG regions, UNDP launched the Regional Stabilization Facility (RSF) for the LCB in 2019 and the Liptako-Gourma Stabilisation Facility (LGSF) in 2021. RSF contributes to the implementation of the Lake Chad Basin Commission's Regional Strategy for the Stabilization, Recovery and Resilience (RS SRR), while LGSF will facilitate the implementation of the regional strategy currently under finalization by the Liptako-Gourma Authority for the LG region.

Throughout interventions, the stabilization facilities have sought to increase the participation of women and address their security-related priorities and needs across communities. Construction of essential infrastructure such as markets and educational facilities and access to basic services have benefited women and girls, and initiatives have ensured women have had equal access to livelihood options, including in agriculture, and cash for work opportunities. RSF and LGSF are currently supported by the governments of Germany, Sweden, UK, Denmark, Netherlands, Japan and the European Union (EU) as well as the AfDB. Increasing livelihood opportunities for women has resulted in immediate positive effects for stabilization across communities. As women are responsible for over 70% of food production in the region², this support is essential, and has helped build women's economic resilience to the crisis. Livelihoods and infrastructure present an important opportunity to contribute to shifting gender roles across the Lake Chad region, enabling women, and marginalized women, the ability to pay school fees, hospital bills, develop skills and provide for their families. These interventions have been key to strengthening community safety and security and long-term stabilization efforts.

The initiatives undertaken by the RSF and LGSF go beyond addressing immediate climate-related challenges. They provide local communities, including women and girls, with the necessary tools to secure their livelihoods in the long term, playing a pivotal role in enhancing the socio-economic conditions of conflict-affected areas. These climate security initiatives create opportunities for economic diversification, employment, and income generation, thereby reducing vulnerabilities. Importantly, they also contribute to ensuring security in the regions, as local communities are better equipped to address climate challenges, are less susceptible to conflict and are more secure in their daily lives.

By providing local communities with the tools to secure their livelihoods in the long term, the Facilities play a crucial role in improving the socio-economic conditions of conflict-affected communities. The restoration of more than 650 hectares of degraded land in Burkina Faso and Niger is rejuvenating soils impoverished or damaged by erosion, drought, overexploitation or pollution, providing space for agricultural activities and potential livelihoods. In Cameroon, 5029 farmers (including 2455 women) were trained in the manufacture and use of biopesticide fertilizers. These initiatives improved household's incomes and strengthened food security, ensuring that communities make a living with pride and dignity. Then, the installation of 3,715 solar-powered streetlamps in six countries in LCB and LG regions not only contributed significantly to climate security by reducing greenhouse gas emissions, but also improved the day-to-day safety of residents, especially women and girls – as we see by evidence of increased perceptions of security.

However, challenges remain to turn more effectively and on a larger-scale climate change and security challenges into economic opportunities for women. Firstly, gender roles are at risk of being reversed in post-conflict contexts, and women with livelihoods still engage in high levels of unpaid work in the home.³ Meanwhile, efforts to leverage and increase women's access to livelihoods can result in increased frustration among men and increases in domestic violence.⁴ Then, government ownership has been key to the success both at the local and national level. Integrating the implementation of key activities that enable economic opportunities for women into local and national plans is essential for sustained progress. Finally, the work conducted by the facility must remain grounded in local contexts to address the negative impacts on natural resources and community tensions. Empowering communities with knowledge and skills is essential.

As the Lake Chad Basin Commission's Strategy is in its final year, changes in conflict dynamics, emerging challenges and new opportunities are the backdrop to collectively chart a path towards the next RS SRR. Women's leadership and priorities must be central to the RSS for long-term development and prosperity. Investing in women's economic empowerment sets a direct path towards gender equality, poverty eradication and inclusive economic growth. Women make enormous contributions to economies, whether in businesses, on farms, as entrepreneurs or employees, or by doing unpaid care work at home.

Regional Conversations

The UNDP Regional Stabilization team in partnership with UNFPA is organizing Regional Conversations, two-days roundtables, dedicated to women’s leadership and priorities in sustaining and leveraging stabilization efforts and bringing together important and diverse partners across levels and sectors in the LCB and LGR. The round tables are organized at an opportune moment, as the RSF will come to an end in August 2024 and the LGSF in December 2024, therefore the outcome of these Regional Conversations will be used to inform the revised strategies and programme documents.

The round tables will be an opportunity to dive into the barriers that women experience in feeling safe and secure, but also their access to justice. UNDP and UNFPA will be exploring this from an intersectional approach, including gender, ethnicity, religion, sexual orientation, income, age, disability, marital status, displacement status, nationality, etc.

The present concept note outlines the main topics of discussion for Session 4: Turning climate change and security challenges into economic opportunities for women. This session aims to address the following topics (non-exhaustive):

- Climate-Smart Agriculture and Food Security: promoting climate-smart agricultural practices that improve food security and provide economic opportunities for women.
- Political perspective: Policies and strategies that could be implemented to turn climate change into and security challenges into economic opportunities for women.
- Importance of capacity building and skills development: examples of successful training programs and initiatives in the field of climate change that have empowered women.
- Women leading and organizing their communities to build resilience to climate change.
- Climate change and GBV

Tentative agenda:

10 min	Mentimeter with key questions to harvest insights from the participants - How is climate change negatively affecting women? - How is climate change affecting women differently than men?
60 min	Panel discussion - Moderator: Serge Ndjekouneyom, UNDP Programme Specialist Climate and Security Risk - Speaker 1: Angela Baschieri, PhD, UNFPA Technical Lead on Climate Action and Population Dynamics Policy Advisor - Speaker 2: Noanne M Laïda, CashCap Expert, NORCAP - Speaker 3: Amina Kadri, Présidente Groupement de Femmes de Téra, with M. Hadizatou Kouboura Badéri Djallami, UNDP Niger Followed by 30 minutes for Q&A and discussions
10 min	Moderator concluding the discussion and summarising main takeaways that will inform stabilization programming

Speakers

Moderator: Serge Ndjekouneyom, Spécialiste Programme DD

Speaker 1: Angela Baschieri (UNFPA Regional Office for East and Southern Africa): on climate change and GBV

Speaker 2: Amina Kadri, Présidente Groupement de Femmes de Téra (accompagnée par Hadizatou Kouboura Badéri Djallami, PNUD Niger)

Speaker 3: Marie Noanne Laïda (NORCAP)

Rapporteur: Vanessa Houing (UNDP)

SESSION 5: Protecting women and girls safety, security and human rights

Moderator: Cecile Mazzacurati, Gender & Human Rights Advisor, West and Central Africa Regional Office, UNFPA

Speaker 1: Nadine Rugwe, Governance and Peacebuilding advisor, West and Central Africa Regional Office, UNDP

Speaker 2: Angela Muruli, Technical Coherence Officer, Ending Violence Against Women & Girls, UNWOMEN

Speaker 3: Jocelyne Vokouma Ex. Governor, Cascades Region, Burkina Faso

Speaker 4: Johanna Wilkie, Democracy, Human Rights and Governance Officer, USAID Sahel Regional Office

Background

The session on “Protecting Women and Girls’ Safety, Security, and Human Rights” will consider the challenges encountered by women and girls in the stabilization context. There are multiple and overlapping forms of Gender-Based Violence (GBV), and some are linked to the insecurity context such as conflict related sexual violence, whilst others concern unequal social norms that are made worse because of the insecurity context. - child marriage, domestic violence etc.

Inextricably linked to broader security concerns, GBV undermines the safety and well-being of women and girls, contributing to an environment where their human rights are systematically violated, and their health jeopardized.

As we delve into discussions on GBV, it is crucial to contextualize these issues within the broader spectrum of human rights and security. GBV is not only a violation of personal safety but also a grave violation of human rights, creating a direct threat to the overall security of communities and regions. Therefore, addressing GBV is an essential component in building a more stable and inclusive future.

This session will encompass a holistic approach to women’s safety, security, and human rights within the stabilization context. By explicitly linking these topics to security, we recognize that the well-being and rights of women and girls are integral elements of overall regional stability. By fostering collaborative dialogue and proposing actionable solutions, this session aims to contribute meaningfully to the overarching goal of building a more stable and inclusive future for the regions under consideration.

Programmatic results and challenges

The main programmatic results the stabilization programme can be listed as follows:
The key focus must be on improving conditions for women and girls, and to ensure that all interventions are built on a robust gender strategy with protection and empowerment at its heart, particularly focusing on preventing and responding to all forms of GBV.

- The Facility collaborates with local communities through the Community Stabilisation Committees or similar structures to ensure an inclusive, participatory gender and age-balanced approach that reflects community views and responds to community needs. For example, in Chad, two CSC are run by women and the third CSC recently elected a female leader of the committee.
- In every JAP location, the Stabilization Facility (RSF and LGSF) has supported the establishment or strengthening of community engagement structures on a participatory, inclusive (gender and age-balanced) basis.
- To contribute to reducing gender-based violence in stabilization target areas, more than 4000 security providers have been trained on human rights and GBV.
- To create livelihood opportunity for youth and women, and increase their autonomy, around 80,000 people (more than 50% of women) benefit from economic support. Specifically, 31,722 beneficiaries (17,762 women) have been provided with productive assets and business grants, 30,824 beneficiaries (16,056 women) have been provided with training, 19,348 beneficiaries (5,294 women) have been provided with cash for work.
- The key focus must be on improving conditions for women and girls, and to ensure that all interventions are built on a robust gender strategy with protection and empowerment at its heart, particularly focusing on preventing and responding to all forms of GBV.

Challenges:

- Gain a comprehensive understanding of the barriers hindering women and girls' safety, security, and human rights within stabilization efforts, with a specific focus on identifying and addressing GBV
- Identify and prioritize inclusive and sustainable solutions that consider the intersectionality of women and girls' experiences in the stabilization context, considering the challenges related to GBV.

Regional Conversations

The UNDP Regional Facility for Stabilization in partnership with UNFPA are organizing Regional Conversations, two-days roundtables, dedicated to women's leadership and priorities in sustaining and leveraging stabilization efforts and bringing together important and diverse partners across levels and sectors in the LCB and LGR. The round tables are organized at an opportune moment, as the RSF has come to an end in August 2024 and the LGSF will end in December 2024, therefore the outcome of these Regional Conversations will be used to inform the revised strategies and programme documents.

The round tables will be an opportunity to dive into the barriers to women and girls' safety and security, but also their access to justice. UNDP and UNFPA will be exploring this from an intersectional approach, including gender, ethnicity, religion, sexual orientation, income, age, disability, marital status, displacement status, nationality, etc.

Topics for discussion for this session include:

- Explore the barriers to women and girls' safety and security within the stabilization context including in getting access to justice and propose recommendations, especially focusing on GBV.
- Exploring the intersectionality of human rights issues, considering how factors such as age, ethnicity, and socioeconomic status impact women's rights.
- Explore innovative approaches and best practices to enhance the safety, security, and human rights of women and girls, with a specific emphasis on improving GBV prevention and response mechanisms.

70 min panel discussion (moderator opening)	- Moderator: Cecile Mazzacurati, Gender & Human Rights
remarks 10min, speakers 10min each and 30min for discussion)	Advisor, UNFPA - Speaker 1: Nadine Rugwe, Governance and Peacebuilding Advisor, UNDP - Speaker 2: Angela Muruli, UNWOMEN - Speaker 3: Jocelyne Vokouma Ex. Governor, Cascades Region, Burkina Faso - Speaker 4: Johanna Wilkie, Democracy, Human Rights and Governance Officer, USAID Sahel Regional Office
10 min	Mentimeter on key-insights · Which recommendations presented during the panel presentations strikes you as most pertinent for the formulation of RSF 2.0?
10 min	Moderator concluding the discussion and listing main outcomes that will inform the RSF 2.0

SESSION 6: Youth priorities and needs to stabilize the Sahel

Moderator: Marina Senami Monkoun, Technical Project Officer, UNDP

Speaker 1: Christian ACHELEKE, African Union Youth Ambassador for Peace /Executive Director-LOYOC

Speaker 2: Boubacar Zakou Zeinabou, Présidente de l'ONG Jeunesse Plus, l'ONG La Fada des Filles et Premier rapporteur du Comité provisoire du conseil National des jeunes du Niger

Speaker 3: Elizabeth Talatu Williams, AfriYan Nigeria

Rapporteur: Vanessa Houing Mankongo, UNDP

Background

Sahel is a land of opportunities currently caught up in challenges that are limiting its growth. This region has experienced continuous and increasing instability, aggravated by the repeated violence of Boko Haram and other extremist groups, contributing to a humanitarian crisis and widespread violence throughout the region. Violent extremist in the LCB, LGR, and the Northern Nigeria continue to have an adverse effect of youth development. Due to sustained violence and insecurity in this region, youth are unable to fully participate in the democratic process, and institutional governance, leading to dissatisfaction with the leadership and lack of confidence in decision making processes. While the impact of the conflict is widely lived on by the local population, young people who make up most of the region's population are disproportionately impacted. Many young people are living in predominantly high levels of extreme poverty, with an insufficient education system, lack of employment and income generating activities. The youth are politically manipulated, and the intergenerational gap is widened by patriarchy which places the youth short of trust by elders to occupy leadership positions for decision making in their communities. and at risk of being recruited by Boko Haram. Young people and specifically girls suffer instance of sexual and gender-based violence including rape, forced marriage and early pregnancy, limiting their education opportunity and undermining their social acceptance.

Despite all the above, the youth are aware of their priorities and needs to stabilize the Sahel region. The youth need to be brought to the table of decision making; to be involved in decision making and to occupy positions that allow them to make their voices heard. Young people must be empowered through access to technology, equal access to education, professional training, digital skills, and internet connectivity.

Also, ongoing intergeneration dialogue has proved that the youth need space to raise their voices and break the cultural barriers that are affecting the trust of elders. In the same way, the youth need awareness raising about their right for them to safely express their needs, participate in decision making, carry on the regional trade advantages and opportunities; to communicate about human rights violations, cross safely the borders and become agents of change, peace building, and resilience building.

Programmatic results and challenges

To strengthen security and justice, across Lake Chad Basin and Liptako Gourma regions, stabilisation facility built 90 security infrastructures. 3,214 Street lights have been installed and 4020 security providers have been trained on human rights, gender-based violence and related criminal procedures. To facilitate access to social services across the JAP locations, 165 essential social service infrastructures and 149 boreholes have been built or rehabilitated in targeted locations. In Nigeria, 1,373 permanent housing units have been constructed. To create livelihood opportunity for youth and women, and boost local economy, around 80,000 people (50% of women) benefit from economic support. Specifically, 31,722 beneficiaries (17,762 women) have been provided with productive assets and business grants, 30,824 beneficiaries (16,056 women) have been provided with training, 19,348 beneficiaries (5,294 women) have been provided with cash for work. 51 productive infrastructures have been constructed or rehabilitated (markets, lock-up shops with market stalls, agricultural storage buildings, etc.)

Those achievements contribute to improve security situation in targeted location and create social and economic condition to facilitate the the returning of IDPs to their home. Safety and security perceptions has risen from 47% in 2020 to around 80% in 2023 in targeted locations in Chad and Nigeria. More than 400,000 people (54 percent of women) across the four countries of Lake Chad Basin were able to return to their homes and rebuild their lives and livelihoods. In Nigeria, 91 % of household express satisfaction with provision and access to essential social services. In Chad and Cameroon, the rate is respectively 56% and 69%.

Despite the progress made, stabilization still faces major challenges:

- The involvement of youth and women in leading stabilization committees;
- Harmonization of beneficiary targeting criteria for livelihood activities;
- Strengthening the coordination and synergy of actions with other actors in target areas;
- Institutional anchoring and government commitments to ensure the sustainability of stabilization achievements;

Political situation in Liptako Gourma region following the coup d'état in each of the three countries become a challenge for stabilization funding and has slowed down the implementation

Regional Conversations

The UNDP Regional Facility for Stabilization in partnership with UNFPA are organizing Regional Conversations, two-days roundtables, dedicated to women and youth leadership and priorities in sustaining and leveraging stabilization efforts and bringing together important and diverse partners across levels and sectors in the LCB and LGR. The round tables are organized at an opportune moment, as the RSF will come to an end in August 2024 and the LGSF in December 2024, therefore the outcome of these Regional Conversations will be used to inform the revised strategies and programme documents.

The round tables will be an opportunity to deep dive and understand the youth priorities and needs to stability in Sahel region. UNDP and UNFPA will be exploring this from an intersectional approach, including gender, ethnicity, religion, sexual orientation, income, age, disability, marital status, displacement status, nationality, etc.

Topics for discussion for this session include:

- Explore challenges facing young people participation in stabilization, peace and resilience building.
- Collaboration and youth engagement for Identified needs and the urge of inclusiveness for states stability.
- Key priorities for the youth in leading stabilization, peace and resilience building
- Meaningful youth engagement and participation in decision making so that they can hold the government accountable.
- The advocacy on the representation quotas at all levels of decision making to allow the youth to raise their voices
- Equal access to basic services (including education, health, electricity, internet, administrative, legal, ..), and decent work for youth are key to stability and resilience building.

Tentative agenda:

10 min	Mentimeter with a key question where we harvest insights from the group · What are the obstacles hindering young people participation in stabilisation? · What are the youth priorities to stabilize the Sahel? · What can the youth do to access their basic needs?
60 min panel discussion (speakers 10min each and 30min for discussion)	Moderator: Marina Senami Monkoun, UNDP · Christian ACHELEKE, African Union Youth Ambassador for Peace /Executive Director-LOYOC · Boubacar Zakou Zeinabou, Présidente de l'ONG Jeunesse Plus, l'ONG La Fada des Filles et Premier rapporteur du Comité provisoire du conseil National des jeunes du Niger · Elizabeth Talatu Williams, AfriYan Nigeria
10 min	Mentimeter on key-insights
10 min	Moderator concluding the discussion and listing main outcomes that will inform the RSF 2.0



United Nations Development Programme
Sub-Regional Hub for West and Central Africa Point E,
Complexe Citamil, Immeuble E
Dakar - Senegal

Connectez-vous avec nous
@UNDPWACA
www.undp.org/africa
© PNUD 2024